

**ENQUÊTE ANNUELLE
JANVIER – DÉCEMBRE 2021**



SOMMAIRE

Introduction	3
Membres	4
Réalisations des ASC	6
Difficultés des ASC	9
Indices RSC SUN	11
Implication de la plateforme multi-parties	13
Apprentissage par les pairs	16
Recommandations, prochaines étapes	17

VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS OU NOUS CONTACTER ?

Consultez notre site Internet : www.suncivilsociety.com

Suivez-nous sur Twitter : twitter.com/SUNCSN et Facebook : facebook.com/SUNCSN

Écrivez-nous : SUNCSN@savethechildren.org.uk

Rendez-nous visite : Save the Children, 1 St John's Lane, Londres EC1M 4AR, Royaume Uni

Photo de couverture : Ibsan, 12 ans, tient le maïs du champ de sa famille dans la région du Corridor sec, au Guatemala (Photo : Luisa Dörr/Save the Children)

INTRODUCTION

Conformément à la Stratégie 3.0 du Réseau de la société civile (RSC), nous avons restructuré l'Enquête annuelle 2021 afin de garantir que les données saisies permettent de suivre avec précision les progrès du réseau vis-à-vis de notre Théorie du changement 3.0 et des engagements pris lors du Sommet de la Nutrition pour la croissance 2021.

Pour garantir l'accessibilité, les sondés pouvaient soumettre leurs réponses dans la base de données du réseau, SunLabs, ou via un formulaire en ligne. Malgré cela, nous avons enregistré un taux de réponse inférieur aux années précédentes, puisque seulement 19 (32 %) des Alliances de la société civile et des Efforts nationaux ont rempli l'enquête. Ces pays étaient les suivants : Afghanistan,

Cambodge, Colombie, Costa Rica, Éthiopie, Ghana, Kenya, Kirghizstan, Liberia, Myanmar, Namibie, Nigeria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Salvador, Soudan du Sud et Sri Lanka. Les commentaires formulés par les Alliances indiquent que le taux de réponse plus faible est dû à un manque de capacité, aggravé par la fin du Fonds commun et l'ampleur des crises de famine et de malnutrition qui ont touché le monde.

Pour améliorer le taux de réponse à l'Enquête annuelle 2022, nous allons affiner les questions que nous posons afin de réduire la charge administrative pour les Alliances et traduire l'enquête en français et en espagnol pour en garantir l'accessibilité.



PHOTO : ALLISON JOYCE/SAVE THE CHILDREN

MEMBRES

Les membres du réseau font partie d'ONGI, d'ONG, d'organisations communautaires, d'organisations de défense des droits des consommateurs, de groupes de défense des droits des femmes, d'universités, d'institutions de recherche et de mouvements sociaux. Ces dernières années, le nombre de membres du Réseau de la société civile n'a cessé de croître pour atteindre plus de 4 200 organisations dans le monde. Cependant, en 2021, cette croissance s'est ralentie, les Alliances signalant que l'impact de la Covid-19 et le manque de ressources pour mener à bien l'engagement des membres engendraient des difficultés pour attirer de nouveaux membres.

Décentralisation

Sur l'ensemble du Réseau, des efforts continus ont été déployés pour décentraliser progressivement les Alliances de la société civile.

- 58,8 % des sondés ont déclaré disposer de structures de coordination de la société civile infranationales et/ou décentralisées.
- 11,8 % ont indiqué qu'ils étaient en train de décentraliser leurs actions.
- 66,7 % des Alliances ont indiqué qu'elles entreprenaient des interventions au niveau infranational.

Plan d'activité 2022

Les Alliances nous ont indiqué que les domaines techniques suivants faisaient partie de leur plan d'activité pour 2022 :

- Mener des actions de lobbying au niveau national (94,1 % des Alliances) et infranational (82,4 %) et, dans une moindre mesure, à l'échelon mondial (23,5 %).
- Générer des données destinées au lobbying (41,2 %) et s'assurer que les données sur la nutrition sont utilisées dans la prise de décision (35,5 %).
- Contribuer à l'élaboration des politiques et de la législation (41,2 %) et faire participer les parlementaires (64,7 %).
- Défendre un budget pour mieux financer les Plans nationaux de nutrition (29,4%).

Les domaines thématiques suivants ont été identifiés dans le plan d'activité 2022 des Alliances :

- Droit à l'alimentation et à la nutrition (72,2 %)
- Retard de croissance (66,7 %)
- Soutien à l'allaitement maternel exclusif (66,7 %)
- Agriculture (66,7 %)
- Autonomisation des jeunes (61,1 %)
- Éducation (61,1 %)
- Autonomisation des femmes (61,1 %)

Globalement, les priorités thématiques et techniques identifiées correspondent et contribuent à la mise en œuvre de la [Théorie du changement](#) à l'échelle du réseau.

Domaines techniques figurant dans les Plans d'activité 2022 des Alliances



RÉALISATIONS DES ASC

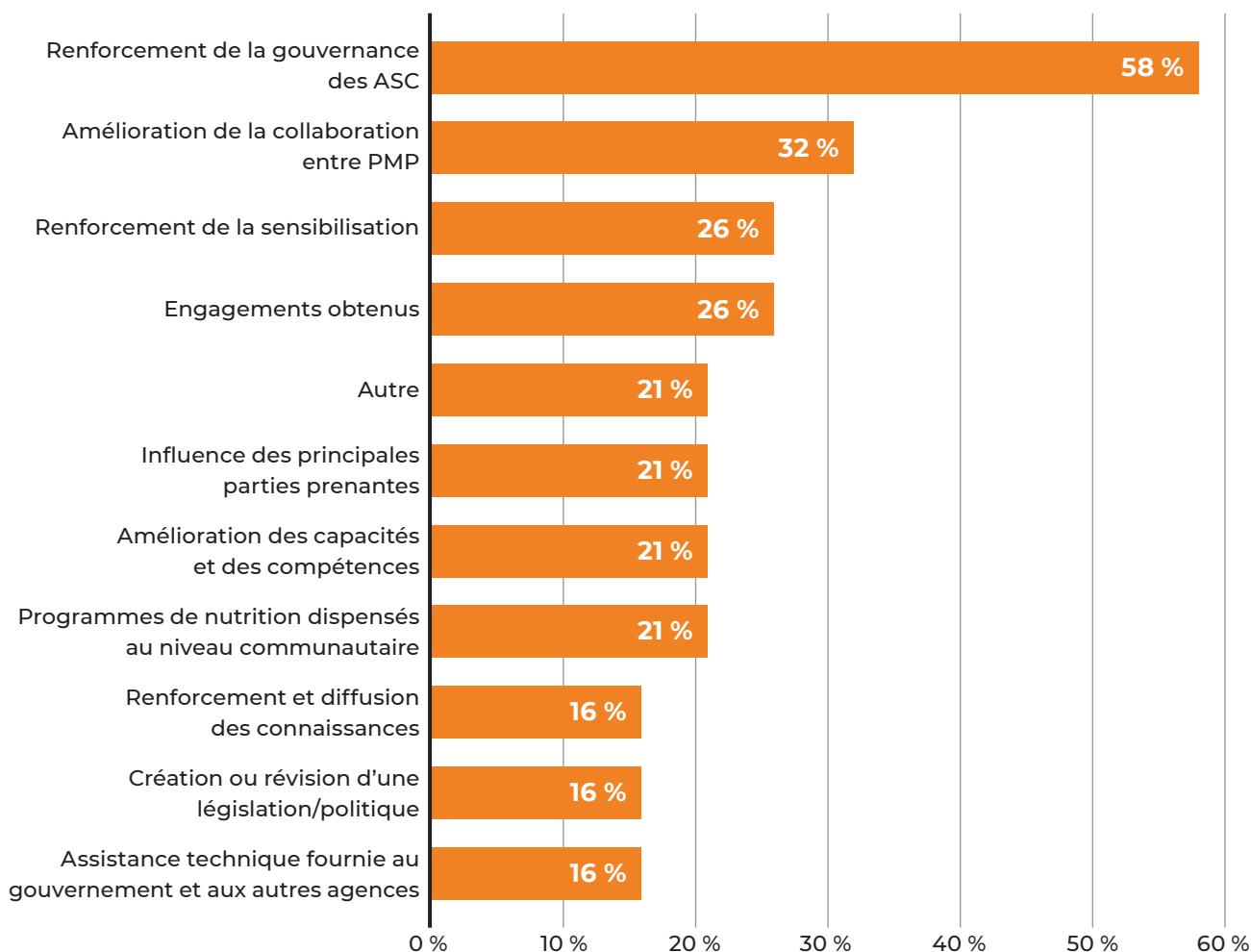
Nous avons demandé aux Alliances de la société civile (ASC) de faire part de leurs trois principales réalisations en 2021. Les informations qualitatives partagées ont été classées dans les graphiques ci-dessous :

- La réalisation la plus courante en 2021 (58 %) a été le renforcement de la gouvernance des Alliances de la société civile, notamment le développement d'une stratégie de mobilisation des ressources et de viabilité et des efforts de décentralisation.
- 32 % des Alliances ont déclaré que l'une de leurs trois principales réalisations avait été l'amélioration de la collaboration au sein des Plateformes multi-parties (PMP). Il s'agit notamment de l'amélioration de l'implication des organisations de la société civile dans les Plans nationaux de nutrition

et du renforcement de la collaboration au sein du réseau.

- L'année 2021 a été marquée par des moments cruciaux de mobilisation mondiale en faveur de la nutrition, tels que le Sommet des Nations Unies sur les Systèmes alimentaires et le Sommet sur la Nutrition pour la croissance à Tokyo. 9 % des ASC qui ont répondu à l'Enquête annuelle ont déclaré avoir pris leurs engagements lors de ces forums mondiaux ou avoir joué un rôle essentiel pour influencer les engagements pris par leur gouvernement.
- Les réalisations classées dans la catégorie « Autres » relevaient du domaine du changement de comportement, de l'autonomisation des jeunes et de leur participation à la prise de décision, de l'implication des parlementaires et de l'application de la loi.

Réalisations des ASC en 2021



- Les principales réalisations sont conformes aux résultats de l'Enquête annuelle 2020, dans laquelle 55,6 % des ASC avaient fait état d'un renforcement de la gouvernance et 44,4 % d'une amélioration de la collaboration avec les PMP.

Exemples de « Renforcement de la gouvernance des ASC »

Afghanistan : a réussi à restructurer l'Alliance de la société civile et à décentraliser les activités au niveau de l'Alliance.

Cambodge : a lancé la toute première Stratégie de lobbying de l'ASC SUN Cambodge pour 2021-2024 et a orienté tous les membres vers cette stratégie.

Éthiopie : a créé et lancé la plateforme régionale de la Coalition de la société civile éthiopienne pour l'intensification de la nutrition dans deux régions.

Pakistan : a élaboré une stratégie de mobilisation des ressources et de viabilité.

Exemples de « Collaboration améliorée entre plateformes multi-parties »

Afghanistan : a contribué à l'inclusion de la nutrition dans le Cadre national pour la paix et le développement en Afghanistan. En utilisant la méthodologie du récit et de la communication, l'Alliance a démontré aux autorités l'importance de la nutrition, les inégalités alimentaires et les besoins nutritionnels tout au long de la vie d'une personne, ainsi que la manière dont ces besoins peuvent être satisfaits de manière durable. À ce titre, le Comité budgétaire national a fait preuve d'un engagement fort et a invité l'Alliance à revoir le budget à moyen terme et à ajouter des postes de dépense pour les interventions en matière de nutrition.

Costa Rica : a réussi à réunir trois organisations reconnues au niveau national pour former un comité de coordination multi-parties sur la nutrition et a établi une relation active avec les référents nationaux du SUN.

Salvador : a animé et soutenu les dialogues sur les Systèmes alimentaires durables en coordination avec le référent SUN pour le Salvador.

Namibie : a soutenu le [Gouvernement](#) namibien dans la finalisation de la révision et du lancement de la Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Namibie, y compris le Plan d'action de mise en œuvre et les Structures de coordination.

Nigeria : l'Alliance a contribué à la finalisation et à la validation du Plan d'action national multisectoriel chiffré pour l'alimentation et la nutrition et a créé de nouvelles lignes budgétaires pour la nutrition au niveau national et dans les États de Kaduna, de Niger et de Nasarawa.

Soudan du Sud : création de PMP infranationales dans trois États qui sont actuellement les seules plateformes de coordination pour la nutrition au niveau infranational.

Exemples de « renforcement de la sensibilisation »

Colombie : la Fundación Éxito a collecté et investi environ 21 milliards de pesos colombiens (environ 200 000 USD) pour des programmes de soins nutritionnels, des politiques publiques, la génération et la diffusion de connaissances.

Costa Rica : mise en œuvre d'une campagne visant à donner plus de place aux acteurs de la société civile dans le domaine de la nutrition.

Salvador : mise en œuvre d'une stratégie d'éducation et de sensibilisation à la sécurité alimentaire.

Ouganda : a contribué à la création du Forum des ambassadeurs de la nutrition de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique dans le but de renforcer leur capacité à sensibiliser à la nutrition. Les ambassadeurs veillent également à ce que la nutrition reste une priorité pour les gouvernements et à ce que les bonnes politiques, structures de gouvernance et actions soient mises en place pour faire avancer le sentiment de responsabilité des parties prenantes.

Exemples « d'engagements obtenus »

Pakistan : l'Alliance a impulsé la mobilisation, le choix et la défense des engagements pris par le gouvernement du Pakistan en matière de nutrition. Elle a également apporté un soutien technique pour recueillir les engagements et les soumettre sur la plateforme Nutrition pour la croissance (N4G). En outre, l'Alliance a également soumis ses propres engagements N4G en matière de politique et de gouvernance, notamment en faisant de la sécurité alimentaire et nutritionnelle un droit constitutionnel fondamental au Pakistan et en décentralisant la gouvernance de l'Alliance au niveau des provinces et des districts.

Soudan du Sud : a mobilisé le secteur de la nutrition pour qu'il participe au niveau gouvernemental au Sommet sur la Nutrition pour la croissance et prenne des engagements.

Exemples « d'influence des principales parties prenantes »

Éthiopie : a soutenu la mise en place et le renforcement du Réseau éthiopien des responsables de la nutrition, l'élaboration de manuels de formation et le renforcement des capacités du pays en matière de leaders dans le domaine de la nutrition, avec pour résultat l'institutionnalisation de la formation des responsables de la nutrition par le ministère de la Santé et d'autres secteurs d'exécution.

Ghana : a soutenu 24 districts pour intégrer la nutrition dans leurs plans (2021-2024). Grâce à ce soutien, la nutrition est devenue très importante dans les plans annuels de plusieurs districts durement touchés.

Exemples « d'amélioration des capacités et des compétences »

Cambodge : a mis en place un Groupe de travail provincial pour la coordination de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans sept provinces supplémentaires. La plateforme est actuellement déployée à l'échelle nationale dans chaque province, ce qui pourrait être reproduit ailleurs.

Myanmar : des échanges de connaissances et d'apprentissages ont été réalisés pour les

membres de l'Alliance aux niveaux national, régional et mondial.

Namibie : a réussi à mettre en œuvre deux subventions, l'une axée sur le renforcement des capacités, le développement des connaissances et la sensibilisation, tandis que l'autre visait à combiner le jardinage urbain biologique informel avec la sensibilisation des communautés à la nutrition.

Exemples de « Programmes de nutrition mis en œuvre au niveau national »

Colombie : la Fundación Éxito a offert des soins nutritionnels à plus de 70 000 garçons et filles de moins de cinq ans.

Kirghizstan : 1,6 million de soms kirghizes (soit environ 20 000 dollars) ont été collectés pour la construction de serres et de toilettes dans la province d'Issyk-Kul, renforçant ainsi l'impact de l'Alliance dans les domaines de l'agriculture et de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement en lien avec la nutrition.

Namibie : grâce au Fonds commun SUN lié à la Covid-19, l'Alliance a [lancé](#) le projet de jardinage urbain et de nutrition. Suite au succès du projet, un guide de jardinage et d'entretien basé sur les expériences de mise en œuvre a été mis au point. Deux courtes vidéos ont également été créées qui peuvent être facilement partagées via WhatsApp pour maximiser l'audience au niveau local. De plus, l'Alliance a mis au point une approche interactive et participative de la formation à la nutrition, qu'elle affine et professionnalise grâce à un financement supplémentaire des donateurs.

Sri Lanka : a mené 19 programmes dans 19 districts sur la nutrition comme mesure de protection contre la Covid-19 et la prévention des maladies non transmissibles pour 619 membres d'organisations de la société civile. En outre, l'Alliance a lancé une campagne de sensibilisation à la nutrition et de changement de comportement, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial des Nations unies, à l'intention de 996 femmes enceintes et allaitantes, par le biais de différents canaux de communication.

DIFFICULTÉS DES ASC

Les Alliances de la société civile ont été invitées à faire part des trois principales difficultés qu'elles ont rencontrées en 2021 :

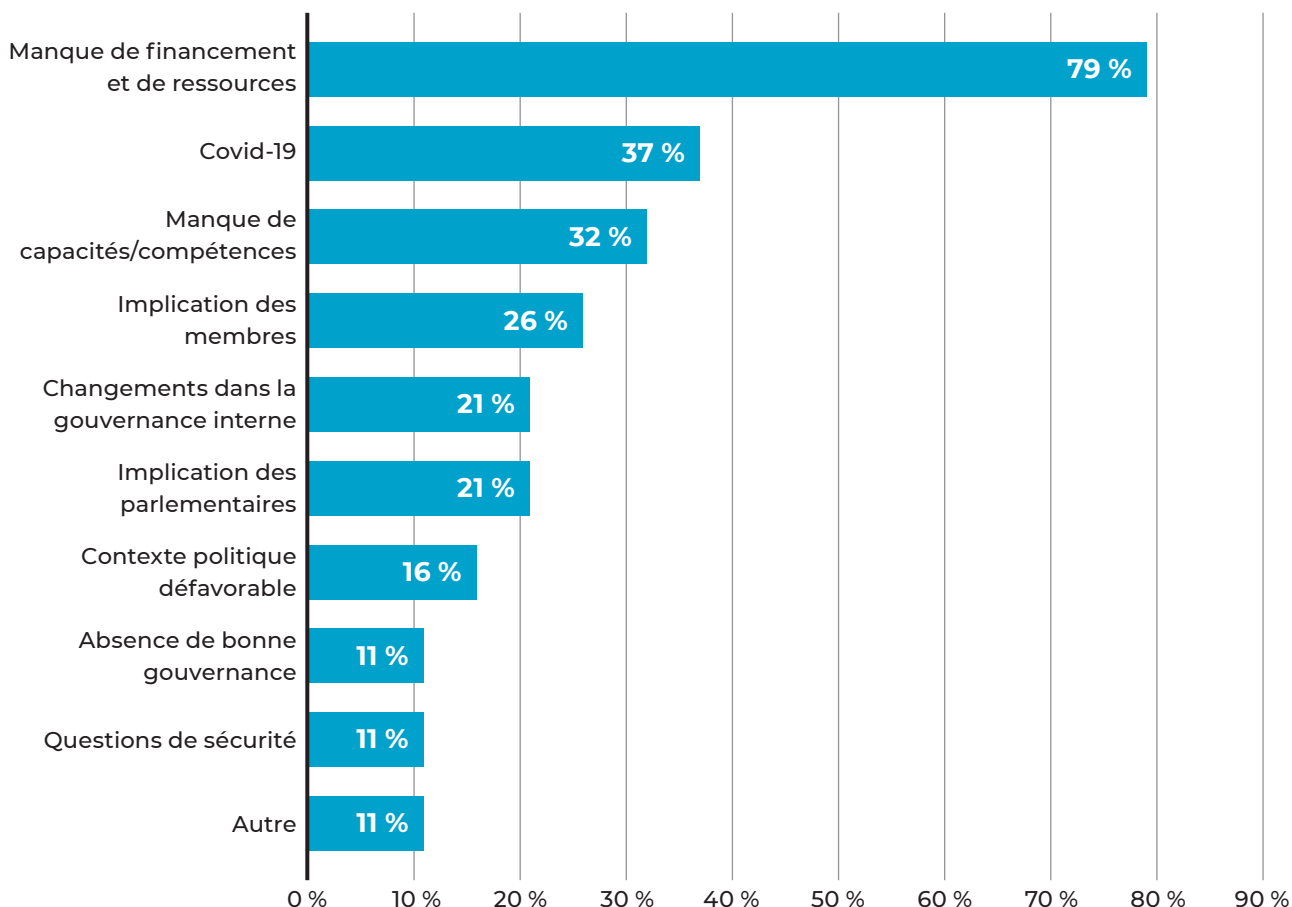
- 79 % ont déclaré qu'elles continuaient à souffrir d'un manque de financement et de ressources.
- 37 % ont déclaré que la Covid-19 les empêchait de mettre en œuvre les activités prévues et de s'impliquer auprès des communautés et des membres.
- 32 % ont fait état d'un manque de capacités et/ou de compétences qui les a empêchées de mener à bien les activités prévues.
- 26 % ont déclaré rencontrer des problèmes au niveau de l'implication des membres en raison d'un manque de ressources et de capacités.
- 21 % ont déclaré que l'implication des parlementaires restait une difficulté

importante pour elles. Ceci comprend notamment un manque de transparence des gouvernements et des changements dans les structures gouvernementales.

- 26 % ont identifié d'autres difficultés telles que l'élaboration des plans de nutrition, l'absence d'accès à un référent SUN, l'implication des médias, le manque de connaissances et de sensibilisation aux questions de nutrition et les difficultés à atteindre davantage de zones dans le cadre du programme de renforcement des capacités de gouvernance nutritionnelle au niveau infranational.

Les principales difficultés sont intrinsèquement liées et ont un effet d'entraînement les unes sur les autres. Le manque de financement se traduit par un manque de personnel, l'incapacité de faire participer les membres plus efficacement et l'impossibilité de mettre en

Difficultés rencontrées en 2021



œuvre des projets. La pandémie de Covid-19 a eu un impact sur la disponibilité des fonds pour les programmes sensibles à la nutrition et, plus généralement, les capacités ont été affectées dans tout le secteur.

Exemples de « Manque de financement et de ressources »

Colombie : aucune organisation au sein de l'Alliance n'a la capacité de mener les efforts de coordination sans financement.

Kenya : en raison de ressources financières limitées, l'Alliance n'a pas été en mesure de s'étendre et de maintenir les progrès réalisés au fil des ans.

Liberia : le manque de financement ne lui a pas permis de poursuivre les initiatives de lobbying prévues par l'Alliance.

Namibie : en raison de l'insuffisance des fonds, l'Alliance n'a pas été en mesure de conserver le personnel salarié. Au lieu de disposer d'un personnel à temps plein ou à temps partiel,

l'Alliance est gérée par des bénévoles, ce qui a limité sa capacité à s'impliquer et à tenir ses engagements.

Nigeria : en raison d'un financement insuffisant, l'Alliance n'a pas été en mesure de maintenir les progrès réalisés après la fin de la subvention du Fonds commun.

Exemples de « Covid-19 »

Cambodge : l'implication des membres a été difficile, car les effets de la pandémie ont surchargé l'Alliance.

Salvador : la pandémie a entraîné une réduction du nombre d'interventions réalisées auprès de la population.

Nigeria : les confinements mis en place à l'échelle nationale et fédérale pour lutter contre la Covid-19 ont ralenti le travail de l'Alliance.

Pakistan : en raison de la Covid-19, l'Alliance n'a pas pu s'impliquer aussi activement auprès des parties prenantes.



PHOTO : FREDRIK LERNERYD/SAVE THE CHILDREN

INDICES RSC SUN

En 2021, nous avons lancé les indices de gouvernance, de viabilité et de genre et inclusion, élaborés pour aider à évaluer le niveau de performance des Alliances. Ces indices ont été validés par quatre Alliances de la société civile représentant les quatre régions du RSC.

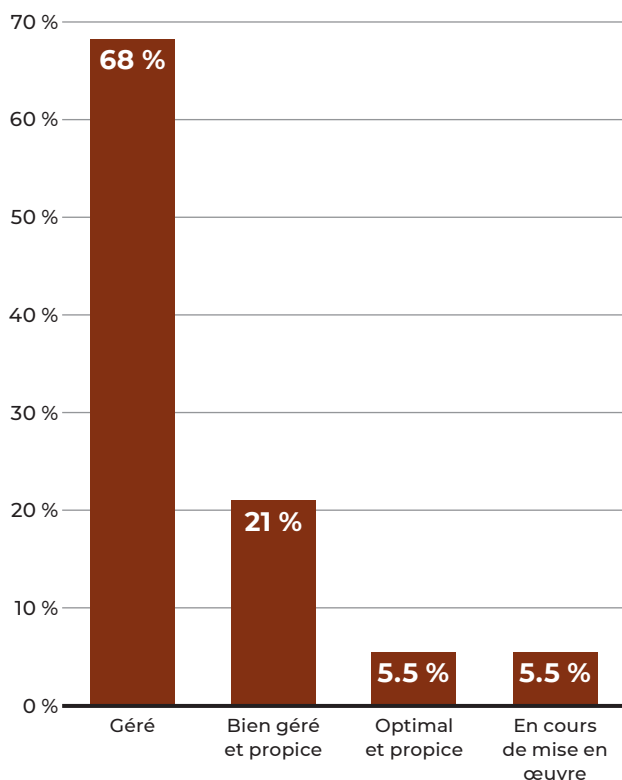
Indice de gouvernance

L'Indice de gouvernance est composé de 25 indicateurs qui intègrent divers éléments des principes de bonne gouvernance. Chaque indicateur est assorti d'une pondération que l'on additionne pour obtenir un score total et détermine ensuite le niveau de bonne gouvernance de l'Alliance, comme indiqué ci-dessous :

- Niveau 1 : Critique ou Initial (selon la date de mise en œuvre ou le contexte)
- Niveau 2 : En cours de mise en œuvre
- Niveau 3 : Géré
- Niveau 4 : Bien géré et propice
- Niveau 5 : Optimal et propice

Les dix-huit Alliances qui ont répondu se sont classées comme indiqué dans la figure ci-dessous.

Classement des niveaux de l'indice de gouvernance



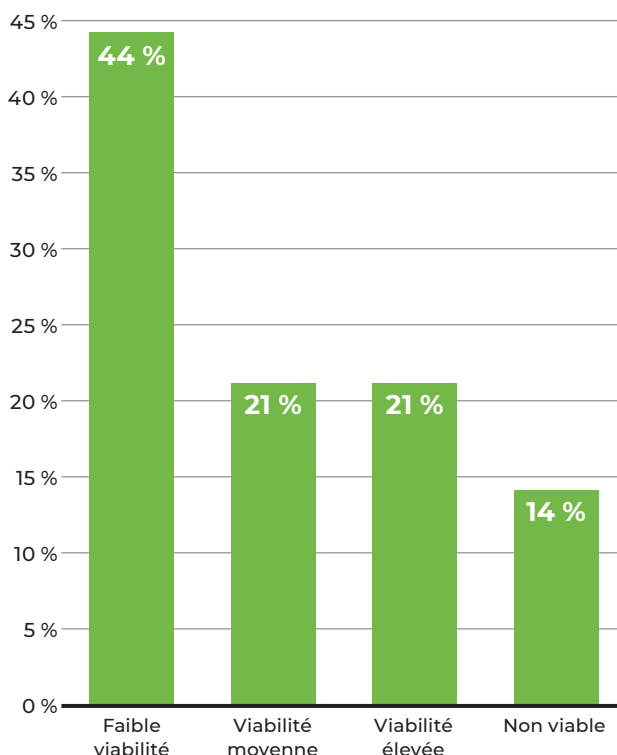
Indice de viabilité

L'indice de durabilité se compose de 23 indicateurs qui s'appuient sur le score de gouvernance et intègre les « opérations » et la « disponibilité des fonds ». Ces trois sphères sont toutes essentielles à la durabilité des ASC. Cet indice ne mesure pas le « niveau d'impact/de portée » de l'ASC. Chaque indicateur est pondéré, ce qui permet d'obtenir un score total et, par la suite, un niveau de durabilité, comme indiqué ci-dessous :

- Niveau 1 : Non viable
- Niveau 2 : Faible viabilité
- Niveau 3 : Viabilité moyenne
- Niveau 4 : Viabilité élevée

Les quatorze Alliances qui ont répondu se sont classées comme indiqué dans la figure ci-dessous.

Classement des niveaux de l'indice de durabilité



Indice de genre et d'inclusion

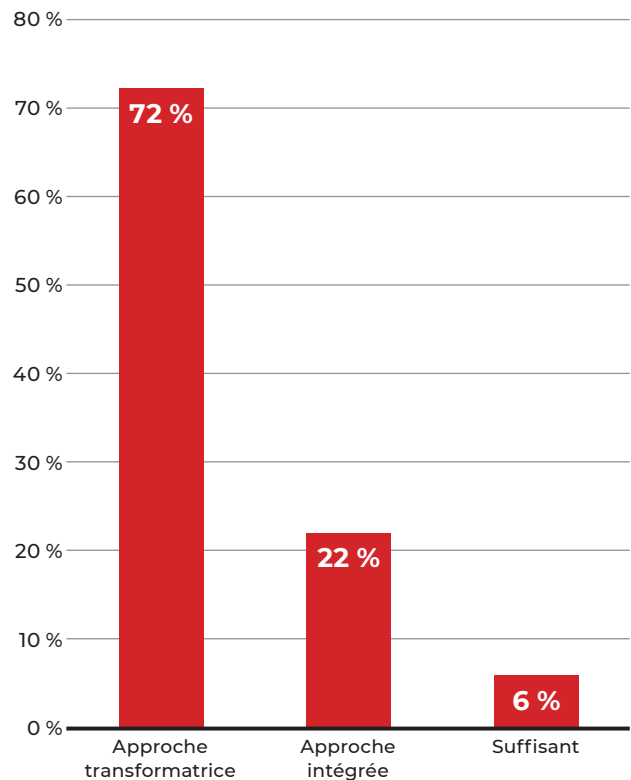
L'un des catalyseurs de la Stratégie 3.0 du Réseau de la société civile est le genre, l'accent étant mis sur la garantie que :

- Les femmes et les filles jouent un rôle prépondérant dans les structures des réseaux.
- Les approches transformatrices de genre sont pilotées et partagées à travers le réseau.
- Les modèles de leadership sensibles au genre sont promus au sein et au-delà du Mouvement SUN.

Nous avons donc créé un indice de genre et d'inclusion composé de 11 indicateurs, dont l'équilibre entre les sexes au sein des structures de direction des Alliances, les interventions inclusives des Alliances et l'implication des femmes, des jeunes et des autres parties prenantes vulnérables dans le développement de la stratégie.

Les dix-huit Alliances qui ont répondu se classent comme indiqué dans la figure ci-contre.

Classement des niveaux de l'indice de genre et d'inclusion



IMPLICATION DE LA PLATEFORME MULTI-PARTIES

Le Mouvement SUN part du principe que pour parvenir à un monde sans faim ni malnutrition, les acteurs doivent travailler ensemble dans un espace multisectoriel et multi-parties pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes. Ce principe garantit la flexibilité du Mouvement tout en maintenant un objectif commun et une responsabilité mutuelle.

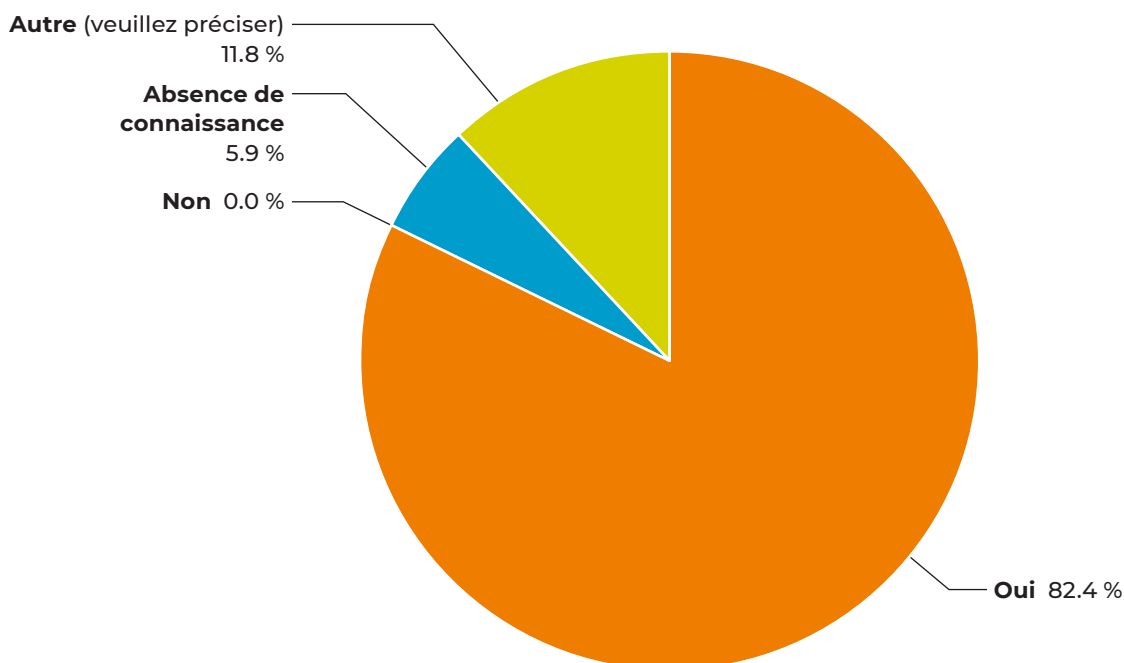
Dans la Stratégie RSC 3.0, le Réseau de la société civile s'efforce de garantir que la société civile est incluse et impliquée de manière significative dans les PMP, étant entendu que les membres de la société civile sont essentiels à cet effort. En effet, ils apportent une expérience vécue de la malnutrition aux PMP et proposent des solutions enracinées dans les réalités des populations.

Nous avons donc demandé aux Alliances si elles avaient le sentiment que leur structure était un membre apprécié et respecté de la PMP (par exemple, invitée aux réunions, dont les opinions sont écoutées, etc. :)

82,4 % des sondés ont indiqué que leur Alliance était un membre apprécié et respecté de la PMP, avec des réponses individuelles spécifiques ajoutant que :

- Il existe une forte implication de la société civile au sein de la PMP.
- L'Alliance est impliquée dans la PMP et collabore activement avec d'autres réseaux SUN dans ses activités.

« Avez-vous le sentiment que votre Alliance est un membre apprécié et respecté de la PMP (par exemple, invitée aux réunions, dont les opinions sont écoutées, etc.) »



84 % des sondés ont déclaré qu'ils contribuaient aux Plans nationaux de nutrition d'une ou de plusieurs des manières suivantes :

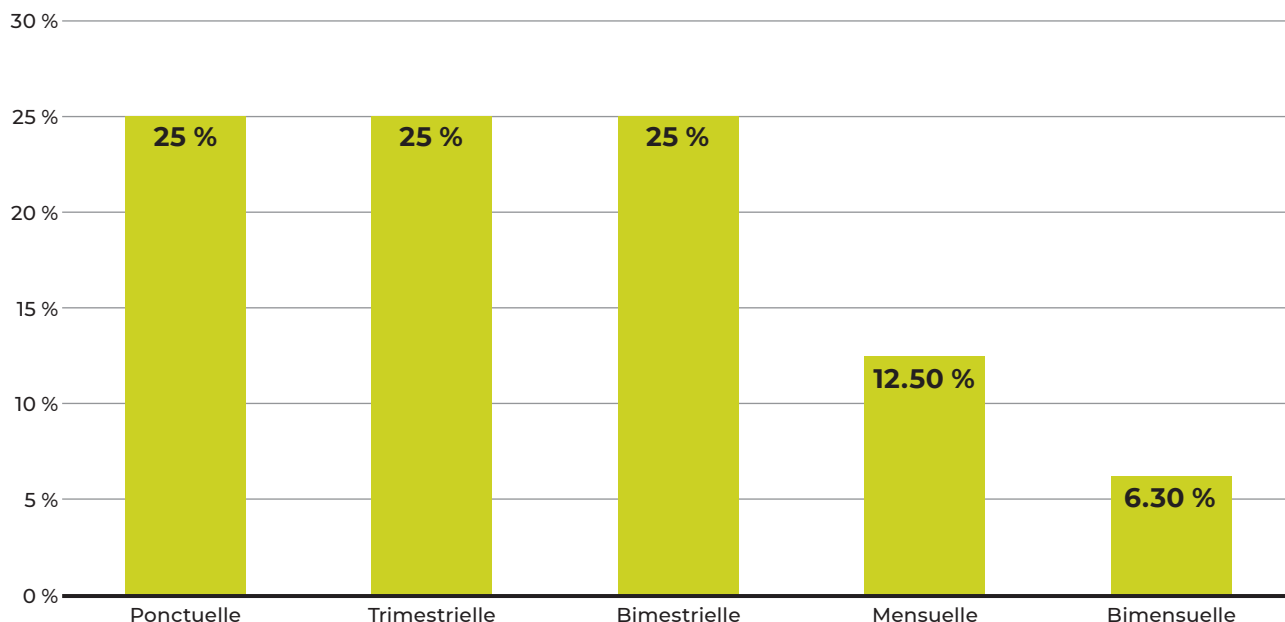
- 81,3 % contribuent à l'élaboration de Plans nationaux de nutrition
- 75 % contribuent à la mise en œuvre des plans d'action nationaux en matière de nutrition
- 62,5 % contribuent au suivi et à l'évaluation des plans d'action nationaux en matière de nutrition
- 25 % contribuent à la budgétisation des plans d'action nationaux en matière de nutrition.

Nous avons demandé aux Alliances à quelle fréquence elles pouvaient participer à l'activité de la PMP. 25 % d'entre elles ont déclaré participer de manière ponctuelle, 25 % de façon trimestrielle, et 25 % de façon bimestrielle.

Principaux obstacles empêchant les Alliances de la société civile de participer aux PMP

- Le manque de partage d'informations et de communication efficace au niveau national, en particulier de la part du référent SUN
- Un financement, des ressources et des capacités inadaptés pour s'impliquer et participer aux processus multi-parties
- Le changement de responsable politique, les limites imposées à l'implication de la société civile par ceux qui fixent l'ordre du jour et les dynamiques de pouvoir inégales ont considérablement affecté l'engagement de la société civile
- Des retards et des réunions des PMP peu fréquentes, ainsi qu'un manque de coordination à travers le réseau.

Fréquence à laquelle l'ASC peut participer aux PMP



Recommandations formulées par les Alliances pour améliorer l'implication de la société civile au sein des plateformes multi-parties

- La communication entre les PMP doit être améliorée
- Une meilleure collaboration aux niveaux national et infranational
- Des réunions en présentiel par opposition aux réunions virtuelles
- Disposer d'un coordinateur des ASC rémunéré qui a la capacité de s'impliquer sur ces plateformes
- Une volonté politique à haut niveau de soutenir la participation de la société civile
- Le renforcement des capacités des membres de la société civile en ce qui concerne les méthodes participatives, la communication, les compétences de leadership, les connaissances sur les enjeux et le partage des bonnes pratiques en matière d'implication des PMP
- La prise de conscience de ce que les Alliances peuvent accomplir et apporter
- L'établissement d'un rôle plus participatif pour la société civile.



APPRENTISSAGE PAR LES PAIRS

86 % des Alliances ont déclaré qu'elles communiquaient avec d'autres Alliances. Nous avons demandé aux Alliances de nous faire part de tout ce qu'elles ont appris de ces expériences de pair à pair. Voici ce qu'elles nous ont répondu :

- L'Alliance de la Sierra Leone a échangé ses expériences avec l'Alliance du Rwanda, ce qui a conduit à l'élaboration du concept du Droit à l'alimentation.
- L'Alliance en Afghanistan a demandé l'aide de l'Alliance pakistanaise sur l'engagement des médias et sur la manière d'obtenir du temps d'antenne gratuit. Ainsi, l'Alliance est apparue sur plusieurs plateformes de médias.
- Le Réseau régional d'Amérique latine et des Caraïbes a organisé une réunion d'apprentissage mutuel avec toutes ses Alliances de la société civile, au cours de laquelle l'accent a été mis sur l'élaboration de stratégies de lobbying efficaces. L'année dernière, des actions ont également été menées dans quatre pays pour augmenter le nombre de membres de leurs Alliances respectives.

RECOMMANDATIONS, PROCHAINES ÉTAPES

Grâce à l'Enquête annuelle, les Alliances ont partagé une série de recommandations pour le Secrétariat du Réseau de la société civile. Nous les avons classées par domaine thématique et nous nous pencherons sur ces recommandations.

Les quatre principales recommandations sont les suivantes :

- Améliorer la mobilisation des ressources en identifiant les sources potentielles et mieux communiquer les opportunités de financement existantes à travers le réseau.
- Améliorer l'engagement des membres du réseau.
- Accroître le renforcement des capacités dans divers domaines thématiques et techniques et créer davantage de possibilités d'apprentissage entre pairs. Il s'agit notamment, mais pas exclusivement, de formations en matière de défense de la nutrition, de la méthode MEAL (Suivi, Évaluation, Redevabilité et Apprentissage) et de collecte de fonds.
- Prévoir un processus d'intégration au Mouvement SUN et aux différents réseaux et fournir un soutien pour identifier les homologues en personne.

Nous répondrons à ces recommandations par les actions suivantes :

Recommandation 1 : Améliorer la mobilisation des ressources

- Relancer l'envoi mensuel par e-mail des opportunités de collecte de fonds, qui présentera les dernières subventions accessibles aux Alliances de la société civile.
- Réaliser un exercice de cartographie des donateurs à diffuser à travers le réseau mondial et collaborer étroitement avec le Réseau de donateurs SUN pour créer une communication à destination du guide des donateurs.

- Développer et déployer un programme avec le Programme de formation accrédité aux fondamentaux de la collecte de fonds, afin d'en élargir l'accès au plus grand nombre parmi les membres du Réseau de la société civile.

Recommandation 2 : Améliorer l'engagement des membres du réseau

- Envoyer des mises à jour bimensuelles et un bulletin d'information plus long tous les deux mois.
- Mettre régulièrement à jour le site Web du RSC et inclure des mises à jour sur les réseaux sociaux.
- Développer une stratégie d'implication des membres à l'échelle du réseau pour s'assurer que les membres du RSC se sentent plus inclus et informés.

Recommandation 3 : Améliorer le renforcement des capacités

- Organiser et accueillir une série de webinaires d'apprentissage accessibles sur différents domaines thématiques, notamment les systèmes alimentaires, les communications, l'analyse budgétaire des plans d'action nationaux en matière de nutrition, etc.
- Identifier les formateurs externes et les partenaires qui peuvent partager des ressources et des ateliers de formation sur le renforcement des capacités autour des interventions de nutrition sensibles au genre et des activités de lobbying, si possible.

Recommandation 4 : Améliorer la compréhension du Mouvement SUN

- Créer un pack d'accueil amélioré et actualisé pour les Alliances récemment mises en place.
- Travailler en étroite collaboration avec les réseaux frères afin de garantir une meilleure communication entre les plateformes multi-parties.